



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 26 juin 2023

❖ Régional

Les coûts de transport sur le *Northern Corridor* devraient augmenter conformément au *Finance Act* kenyan.

Le *Kenya Long Distance Truck Drivers Union* (KLDTDU) et *Kenya Transporters Association* (KTA) ont averti les commerçants de s'attendre à une hausse des frais de transport le long du *Northern Corridor*. En cause, (i) le doublement de la TVA sur les carburants, qui est passée de 8 % à 16 % conformément à la loi de finances 2023 récemment adoptée, (ii) l'*Advance tax* par tonne de capacité de charge par an pour les véhicules commerciaux qui augmente de 66 % à compter de janvier 2024. Cela s'ajoute à des facteurs qui fait augmenter des couts de transports sur le corridor, par exemple les multiples frais frontaliers, et les mauvaises conditions routières. En conséquence, certains transporteurs ont annoncé des plans pour réduire leur personnel afin de réduire les coûts d'exploitation et maintenir la rentabilité.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Pas de brève cette semaine

❖ Erythrée

Pas de brève cette semaine

❖ Ethiopie

Départ de M. Anwar Soussa,
Directeur général de *Safaricom Ethiopia*

Le Directeur général de *Safaricom Ethiopia*, Anwar Soussa, quittera ses fonctions le 31 juillet 2023 après deux ans de mandat à la

tête du consortium lancé officiellement sur le marché en mai 2022 pour concurrencer *Ethio Telecom*. Il sera remplacé par le belge Wim Vanhelleputte, ancien directeur des opérations et des marchés au sein du groupe MTN et fort d'une expérience de plus de 25 ans dans le secteur des télécommunications en Afrique subsaharienne. La filiale de l'opérateur kenyan a salué le travail et les résultats d'Anwar Soussa avec 4 millions d'abonnés éthiopiens. Néanmoins les défis restent de taille pour le nouveau directeur pour parvenir à pénétrer le marché éthiopien face à l'opérateur public historique *Ethio Telecom* et ses 70 M d'abonnés.

Signature d'un MoU entre *Ethio Engineering Group* et l'entreprise chinoise *YTO-CAMACO* pour la construction de 10 000 tracteurs par an

L'entreprise éthiopienne *Ethio Engineering Group* a signé un MoU avec l'entreprise chinoise *YTO-CAMACO*, un des leaders mondiaux dans la production de tracteurs. Cet accord vise à faire produire localement en Éthiopie 10 000 tracteurs par an (aujourd'hui seulement assemblés dans le pays) pour d'une part moderniser l'agriculture éthiopienne à court terme et exporter ces tracteurs vers d'autres pays africains à plus long terme. Ainsi l'objectif poursuivi est triple : améliorer la productivité du secteur agricole dans le pays, qui bien que majoritaire en termes d'emplois ne répond pas aux besoins domestiques ; créer des emplois et renforcer le secteur industriel encore balbutiant (28,9% du PIB en 2022) en lui donnant une plus grande valeur ajoutée ; réduire la pression sur les devises en limitant les importations (jusqu'à nécessaires pour

l'activité de transformation) et en exportant un produit à plus forte valeur ajoutée vers d'autres pays africains.

Kenya

La CBK a augmenté son taux directeur de 100 points de base

Le comité de politique monétaire s'est réuni le 26 juin et a décidé d'augmenter le taux directeur de 100 points de base (de 9,5% à 10,5%). Un tel niveau de taux n'avait pas été atteint depuis mai 2016. Cette remontée agressive donne le ton du nouveau gouverneur de la Banque centrale, Kamau Thugge, qui fait face à un risque de recrudescence de l'inflation. Pour rappel, l'inflation a atteint à 8,0% en glissement annuel en mai 2023, après 7,9% en avril 2023. Un niveau élevé qui s'explique notamment par les récentes augmentations des prix de l'électricité, la suppression de la subvention aux carburants et la forte hausse des prix du sucre. De plus, la hausse de la TVA sur les carburants (de 8% à 16%), adoptée dans la *Finance Act 2023*, exercera de nouvelles pressions sur les prix (le prix du litre d'essence pourrait augmenter de 0,12 KES dès le 1^{er} juillet), malgré la modération de l'inflation alimentaire dans les mois à venir.

La start-up Kubik lève 3,34 MUSD pour la valorisation des déchets plastiques

La start-up Kubik, lauréate du prix de la *startup FIC 2023*, présente en Éthiopie et au Kenya a mobilisé dix investisseurs pour augmenter sa production de matériaux de construction à partir de déchets plastiques

recyclés, pour un montant de 3,34 MUSD. Parmi les investisseurs, on retrouve *Plug and Play*, *Bestseller Foundation*, *GIIG Africa Fund*, *Satgana*, *Unruly Capital*, *Savannah Fund*, *African Renaissance Partners*, *Kazana Fund*, *Princeton Alumni Angels* et *Andav Capital*. Selon Kubik, leurs briques, colonnes, poutres, jambages, coûtent 40% de moins par mètre carré et ont des propriétés chimiques qui les rendent sûrs, ininflammables et non dégradables. De plus, ces produits ont une faible teneur en carbone, avec des émissions de gaz à effet de serre au moins cinq fois inférieures à celles des produits à base de ciment. Le montant permettra à la startup de doubler sa production en Éthiopie, avant fin 2023, avant d'étendre sa démarche à d'autres pays d'Afrique dont le Kenya.

Décision annoncée sur le sort du projet d'exploitation pétrolière de Turkana d'ici septembre

Le Kenya décidera d'ici septembre s'il poursuit ou abandonne le projet pétrolier de Turkana. Le plan de développement pétrolier qui détaille la manière dont la société entend exploiter le gisement de pétrole, est en cours d'examen par le gouvernement. Des retards dans la présentation du plan d'investissement et l'absence d'investisseur pour financer le projet mettent à mal les ambitions pétrolières du Kenya, plus de dix ans après que Tullow ait découvert les réserves. Tullow cherche désormais un partenaire stratégique pour partager les risques liés à ce projet de plusieurs milliards d'euros, qui comprend la mise en place d'un oléoduc et d'installations de traitement pour les gisements de pétrole. *Oil India* et *ONGC Videsh* - la branche d'investissement de *Oil and Natural Gas Corp of India* - entreprise publique Indienne, sont toujours en pourparlers pour acheter une participation

non divulguée dans les trois blocs pétroliers. L'État kenyan discute également directement avec les gouvernements indien et chinois pour trouver des investisseurs. *Tullow* a annoncé avoir besoin d'au moins 3,5 MUSD pour boucler financièrement le projet. *Total Energies* et *Africa Oil*, qui détenaient une participation combinée de 50%, se sont retirés du projet le mois dernier, voulant se concentrer sur des régions avec un potentiel pétrolier plus important.

William Ruto en faveur d'une architecture financière mondiale plus équitable

A l'occasion du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial qui s'est tenu les 22 et 23 juin derniers, le président kényan William Ruto a appelé à la mise en œuvre d'une architecture financière mondiale plus équitable qui garantirait l'égalité de tous les membres. A cette fin, M. Ruto, dont le gouvernement a reçu des milliards de dollars de prêts du FMI et de la Banque mondiale, a exprimé le souhait que ces mêmes institutions soient remplacées en tant que bailleurs de fonds mondiaux privilégiés au profit d'une « *organisation of equals where you have as much say because you pay* ». M. Ruto a aussi appelé à la mise en place d'une nouvelle taxe financière au niveau mondial, qui serait payée uniformément par les pays en fonction de leur puissance économique, et d'une ligne de crédit annuelle de 50 Mds USD à disposition des économies fragiles faisant face à des difficultés pour refinancer leur dette publique arrivant à échéance.

Madagascar

Le FMI approuve le décaissement de 32,7 MUSD au titre de la 4^{ème} revue du programme de Facilité élargie de crédit

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 21 juin, la 4^{ème} revue de l'accord avec Madagascar au titre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC). Cela permet à Madagascar de bénéficier du décaissement d'un montant de 32,7 MUSD pour couvrir les besoins de financement extérieur et budgétaire du pays, portant à 228,7 MUSD le montant cumulé des décaissements depuis mars 2021. Cette décision confirme les perspectives annoncées par la mission du FMI en mai dernier. Les autorités ont trouvé un accord pour le paiement des dettes croisées avec les distributeurs pétroliers, et la reprise du paiement des droits et taxes à l'importation sur les carburants devrait contribuer à résorber le déficit public en 2023. La mise en place début 2024 d'un mécanisme automatique de fixation des prix des carburants et la réforme de la JIRAMA devraient également atténuer les risques budgétaires.

Maurice

Allègement de la réglementation sur les travailleurs étrangers

Dans la présentation du budget 2023-24, le Ministre des Finances a annoncé plusieurs mesures visant à faciliter le recours à la main-d'œuvre étrangère afin de répondre aux tensions qui marquent le marché de

l'emploi. Ces mesures, favorablement accueillies par les acteurs économiques, permettront notamment aux entreprises de la construction, de l'industrie, de l'agriculture et au PME de s'affranchir du ratio Mauriciens/expatriés actuellement appliqué. Les secteurs moins intensifs en main-d'œuvre, pour lesquels l'accès au *work permits* est restreint, bénéficieront de l'abaissement du salaire minimum pour l'embauche de travailleurs étrangers sous couvert d'un *occupation permit*, afin d'attirer des profils qualifiés. Les démarches d'obtention des différents types de permis de travail seront également allégées.

Ouganda

L'administration fiscale ougandaise cherche à réaliser son objectif annuel de collecte

L'administration fiscale ougandaise (*URA-Uganda Revenue Authority*) entend collecter d'ici au 31 juin 2000 Mds UGX, l'équivalent de 544 MUSD, pour remplir son objectif de collecte fiscale sur l'année 2022/2023 de 25,5 TUGX, l'équivalent de 6,9 Mds USD. Cela a été annoncé par un représentant d'URA alors que le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a autorisé le décaissement de 120 MUSD dans le cadre de la 4^{ème} revue de la facilité de crédit élargie (*ECF-Extended Credit Facility*). Ce programme entend apporter une réponse de long-terme au Covid-19 en soutenant une croissance inclusive. Pour cela, le FMI invite les pouvoirs publics ougandais à consolider leurs recettes fiscales pour réaliser des dépenses sociales, qui devront augmenter en raison de la croissance démographique,

et pour conserver un niveau d'endettement soutenable.

🌐 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🌐 Seychelles

Le pays adopte le REX pour les exportations vers l'UE à partir du 1^{er} juillet

Un nouveau système d'auto-certification appelé *Registered Exporter System* (REX) sera mis en service aux Seychelles à partir du 1^{er} juillet pour les marchandises en provenance de la nation insulaire vers les pays de l'Union européenne. Il s'agit d'un système qui remplacera l'EUR.1 actuellement utilisé. Aujourd'hui, chaque fois qu'un envoi quitte les Seychelles pour un pays de l'UE, les exportateurs doivent fournir le certificat EUR.1 et payer 100 SCR (7 USD) pour chaque envoi. Avec le système REX, les exportateurs feront leur propre auto-certification et n'auront pas besoin de se rendre à la Division des douanes pour approbation. Afin de pouvoir émettre de telles déclarations, les exportateurs devront s'enregistrer directement dans le système REX, une base de données en ligne développée par l'UE.

🌐 Somalie

Pas de brève cette semaine

🌐 Soudan

Reprise de l'alimentation électrique de la ville de Port Sudan

Le ministre des Finances, dont le siège est actuellement dans la ville de Port Sudan, a annoncé la reprise de l'alimentation électrique de cette ville après le renouvellement du contrat pour trois mois avec la société turque *KARPOWERSHIP*, propriétaire de la centrale thermique flottante qui alimente cette ville. Cette société turque avait interrompu le 31 mai dernier la fourniture d'électricité suite à des impayés s'élevant à plusieurs millions de dollars. Cette centrale, d'une capacité de 150 MW, facturerait environ 4,5 MUSD/mois aux autorités soudanaises.

🌐 Soudan du Sud

Lancement d'un programme de 72 MUSD pour répondre aux besoins urgents d'éducation

Education Cannot Wait (ECW), le fonds mondial des Nations Unies œuvrant pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées, a lancé un programme de 3 ans et d'un montant 72 MUSD au Soudan du Sud. La ministre de l'Éducation et de l'Instruction a annoncé que le programme devait fournir des opportunités d'éducation à 135 000 enfants touchés par la crise, y compris des enfants réfugiés, rapatriés et issus des communautés d'accueil. Ce programme intervient alors que la situation humanitaire est toujours préoccupante au Soudan du Sud, avec quasiment 2/3 de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë, ce à quoi

s'ajoute des arrivées massives de personnes déplacées par le conflit au Soudan.

Tanzanie

Changement de politique monétaire de la BoT pour atteindre les objectifs d'inflation et de croissance

La Banque centrale de Tanzanie (*Bank of Tanzania, BoT*) souhaite continuer à mettre en œuvre une politique monétaire moins accommodante en 2023/24 afin d'atteindre les objectifs d'inflation et de croissance. Au premier semestre, la mise en œuvre de la politique monétaire s'appuiera sur le cadre monétaire actuel, tandis qu'au S2 FY2023/24, elle sera axée sur l'utilisation des taux d'intérêt plutôt que sur la monnaie de réserve. Le passage à ce nouveau cadre monétaire vise à répondre aux problèmes suivants : l'affaiblissement du lien entre la masse monétaire et les variables ultimes de la politique monétaire (inflation et production) et l'affaiblissement de la transmission de la politique monétaire dans le cadre du ciblage monétaire. Les objectifs inchangés de la politique macroéconomique de la Tanzanie continentale sont les suivants : atteindre une croissance du PIB réel de 5,2 % en 2023/24 et de 6,1 % en 2024 et maintenir l'inflation globale à 5 % en 2023/24. Concernant Zanzibar, l'économie devrait croître de 7,1 % en 2023 et 7,4 % en 2024 ; l'inflation ne devrait pas dépasser 5 % pour 2023/24. Ces objectifs sont basés sur le Plan national de développement quinquennal 2021/22-2025/26 et sur le Plan de développement de Zanzibar 2021-2026.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international